



Faible reprise, haut risque : Les banques vont-elles cesser de torpiller le plan de relance ?

78% du PIB en France en 2011, 105% au Royaume-Uni, 125% aux Etats-Unis, 270% au Japon... « L'importance de la dette publique semble tout à fait insoutenable à long terme. Nous avons presque atteint un point de non-retour » affirme Daniel Fermon. Le stratège financier de la Société Générale a imaginé le scénario du pire : il est convaincu que les Etats seront contraints de laisser filer l'inflation, que le dollar va chuter, la bourse et l'immobilier vont connaître un nouveau krach, le baril de pétrole descendrait à nouveau en dessous des 50 dollars....

Ce scénario catastrophe n'est réellement crédible que si les entreprises, faute de financement, n'arrivent pas à rebondir et prendre le relais des plans de relance gouvernementaux : en France par exemple, « Le plan de relance a contribué successivement à 50 % puis à 80 % de la croissance de 0,3 % du PIB enregistré au deuxième puis au troisième trimestre », estime Mathilde Lemoine, directrice des études économiques d'HSBC France dans Les Echos du 1^{er} décembre 2009. L'Etat français s'est considérablement endetté pour amortir les effets de la crise financière provoquée par les banques mais aujourd'hui beaucoup d'économistes craignent un contrecoup en 2010 : « la contrepartie d'un plan temporaire et concentré en 2009 est que l'on va avoir un effet ciseaux assez fort. On arrive aux dernières gouttes de carburant et les effets positifs sur la croissance vont s'estomper dans les six prochains mois » explique Natacha Valla, économiste Europe de Goldman Sachs dans Les Echos. Il est donc primordial que les banques qui ont été aidées par l'Etat, tiennent enfin leur rôle de financement de l'économie. Or les derniers chiffres mensuels de la Banque de France (1) montrent qu'elles continuent de resserrer le crédit, provoquant à la fois la disparition de milliers d'entreprises, et empêchant les autres de se développer et d'assurer une croissance suffisante et nécessaire pour assumer le niveau de dette publique actuel.

La reprise 2010 est donc aujourd'hui suspendue aux banques. Les rappels à l'ordre verbaux et les convocations à l'Elysée, Matignon ou Bercy n'ont pas eu d'effets. Si le gouvernement ne veut pas voir la destruction des entreprises et des emplois se poursuivre à un rythme élevé, et son plan de relance ruiné par la frilosité des banques, il doit trouver les moyens de forcer les établissements de crédit à financer l'économie réelle, sinon le scénario catastrophe imaginé par le stratège financier de la Société Générale se réalisera. Avec, cette fois, un risque direct sur l'Etat français.

(1) Communiqué du 30 novembre – Assèchement des crédits de trésorerie : la sortie de crise s'assombrit

<http://www.lescreateurs.org/091130-recul-des-credits-de-tresorerie.pdf>

Si vous êtes d'accord avec nos positions, transmettez nos communiqués à votre réseau et à vos élus - maires, députés, sénateurs, conseillers régionaux et généraux

**Si vous voulez soutenir les actions du Cerf, adhérez !
Cotisation 30 € à l'ordre du Cerf.**

Pour se désinscrire, envoyez un fax au : 04 34 09 05 19

Créateurs d'emplois et de richesse de France (Cerf)

1ère plateforme de représentation des Très Petites Entreprises.

Association loi 1901 - 24, avenue Gabriel - 75008 Paris - Tel : 09 51 74 23 73 - www.lescreateurs.org